

PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
des Pays de la Loire

Nantes le **13 AVR. 2017**

Unité départementale de Loire-Atlantique

Nos réf. : N6-2017-051.odt

Vos réf. :

Affaire suivie par : Alexandre DYL

alexandre.dyl@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 72 74 78 03 – Fax : 02 72 74 77 99

Courriel : ut-nantes.dreal-pays-loire@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Installations classées – Demande d'enregistrement en date du 30 novembre 2016 – FRUIDOR
Construction d'une mûrisserie de bananes sur le territoire de la commune de Rezé.

Conformément à l'article R.512-46-16, Madame la préfète de Loire-Atlantique a transmis par courriers électroniques des 10 mars et du 27 mars 2017 à l'Inspection des Installations Classées les avis des conseils municipaux et les observations du public dans le cadre de la demande d'enregistrement déposée le 30 novembre 2016 par la société FRUIDOR ayant pour l'objet la création d'une mûrisserie de bananes sur le territoire de la commune de Rezé.

L'examen du dossier et le déroulement de la procédure conduisent à proposer l'aménagement des prescriptions de l'arrêté ministériels de prescriptions générales. Conformément à l'article R 512-46-17, le dossier doit, à l'issue de la consultation du demandeur, faire l'objet d'un avis du CODERST.

1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 – Le demandeur

RAISON SOCIALE	FRUIDOR
SIÈGE SOCIAL	38 rue du Séminaire – centra 453 – 94626 RUNGIS
ADRESSE DU SITE	ZAC de la Brosse – rue Nicolas Appert – 44400 REZE
STATUT JURIDIQUE	SAS
N° DE SIRET	562 089 748 00353
CODE NAF	4631Z : commerce de gros de fruits et légumes
NOM ET QUALITÉ DU DEMANDEUR	Monsieur MAHY Benoît Directeur
INTERLOCUTEUR POUR LE DOSSIER	Madame BARON Virginie Responsable QHSE

2 – OBJET DE LA DEMANDE

2.1 – Le projet

La demande vise à l'enregistrement d'une mûrisserie de bananes à destination de la distribution française. Les activités principales seront le stockage et le mûrissage de bananes.

Le site de 21754 m² comportera un bâtiment de production d'environ 6000 m² qui se composera de 4 grandes zones (voir plan en annexe 1) :

- 2 rangées de 19 chambres de mûrissage chacune, soit 38 chambres ;
- une zone d'activité centrale sur laquelle auront lieu les opérations de réception (3 quais), de conditionnement et de préparation de commande ;
- une zone expédition comptant 5 quais.

La création de cet entrepôt a lieu dans le contexte du transfert du MIN (qui comporte une mûrisserie FRUIDOR), actuellement situé à Nantes, vers la ZAC de la Brosse à Rezé. Le site FRUIDOR sera situé dans le Pôle Agroalimentaire à proximité immédiate du futur MIN.

2.2 – Le site d'implantation

Le terrain se situe en limite Sud de la commune de Rezé dans la ZAC de la Brosse, rue Nicolas Appert sur les parcelles cadastrales n° 22, 52 et 72 de la section BO.

2.3 – Usage futur proposé

En cas de cessation d'activité, l'exploitant propose un usage futur industriel, tel qu'autorisé actuellement dans le document d'urbanisme de la ville de Rezé.

3 – INSTALLATIONS CLASSÉES ET RÉGIME

L'établissement relève du régime de l'enregistrement prévu à l'article L 511-2 du Code de l'Environnement et les activités sont rangées sous les rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

N° de rubrique	Désignation des activités	Capacité
2220-B-2-a	Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc., à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles, et des aliments pour le bétail mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes. la quantité de produits entrant étant supérieure à 10 t/j	Quantité maximale de bananes entrantes de 220 t/j

Parallèlement, le dossier vise à déclarer les installations classées suivantes :

N° de rubrique	Désignation des activités	Capacité
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs . La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Puissance totale de courant continu de 60 kW
4735-1-b	Ammoniac . La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant, pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg, supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t	Quantité totale de 200 kg

4 – CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes comprises dans un rayon d'un kilomètre, à savoir :

Rezé

Pont Saint Martin

Les Sorinières

ont été consultés conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11.

Aucun conseil municipal n'a fait connaître son avis dans le délai imparti, fixé au 15 mars 2017, conformément aux dispositions de l'article R.512-46-11. Le dossier a néanmoins été présenté en en bureau municipal de la ville de Rezé le 27 février 2017 et en commission « territoire, cadre de vie et dialogue citoyen » de cette même commune le 14 mars 2017. Le dossier n'a fait l'objet d'aucune remarque particulière dans ces 2 instances.

5 – OBSERVATIONS DU PUBLIC

Conformément à l'article R.512-46-13 du Code de l'environnement, la demande a été portée à la connaissance du public, du 1^{er} février 2017 au 1^{er} mars 2017, selon les modalités suivantes :

- affichage en mairie(s),
- avis au public par voie de presse dans deux journaux locaux,
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture.

Une observation a été portée au registre de la ville de Rezé. Elle concerne une personne qui émet un avis favorable à ce projet « créateur d'emplois ».

6 – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

6.1 – Justification de l'absence de basculement

Au vu des éléments de la recevabilité ainsi que du déroulement de la procédure, l'inspection des installations classées estime que le projet déposé par FRUIDOR ne nécessite pas le basculement vers une procédure d'autorisation¹. En effet, l'article L. 512-7-2 du code de l'environnement indique « *Le préfet peut décider que la demande d'enregistrement sera instruite selon les règles de procédure prévues par la section 1 du présent chapitre (régime de l'autorisation)* » :

1. *Si, au regard de la localisation du projet, en prenant en compte les critères mentionnés au point 2 de l'annexe III de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation*

1 L'article R. 512-46-9 du Code de l'environnement précise que la décision de basculement peut intervenir jusqu'à trente jours suivant la fin de la consultation du public soit jusqu'au 1^{er} avril 2017.

des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, la sensibilité environnementale du milieu le justifie ;

- 2. Ou si le cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux situés dans cette zone le justifie ;*
- 3. Ou si l'aménagement des prescriptions générales applicables à l'installation, sollicité par l'exploitant, le justifie. »*

Or :

1. La future mûrissiererie FRUIDOR sera située en zone UE du PLU de Rezé. Cette zone est destinée à accueillir des locaux de services, bureaux, activités artisanales, commerces sous conditions, hébergement hôtelier ainsi que les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et les installations classées. Le site est éloigné de tout milieu naturel remarquable : site Natura 2000 le plus proche à 3 km au Nord du site (« Estuaire de la Loire »), les ZNIEFF les plus proches à 1,5 km au Nord-Est (« vallée et zones humides de l'Illette » : ZNIEFF de type I et « vallée de la Sèvre nantaise de Nantes à Clisson » - ZNIEFF de type II). Par ailleurs, le site ne sera pas à l'origine de rejets qui pourraient porter atteinte aux milieux naturels précités.

2. La future mûrissiererie FRUIDOR fait partie de la ZAC de la Brosse, d'une superficie de 165 ha, qui a été autorisée par arrêté préfectoral du 30 décembre 2005 et qui a fait l'objet d'un arrêté d'aménagement du 8 avril 2014 fixant des prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales et zones humides du site. Considérant la superficie du site (2,1 ha) et sa situation (voir 1. ci-dessus), l'inspection des installations classées estime que les incidences de FRUIDOR par rapport à l'ensemble de la ZAC ne justifient pas le passage de la demande d'enregistrement en procédure d'autorisation.

3. L'exploitant sollicite un aménagement vis-à-vis des prescriptions générales mentionnées dans les arrêtés ministériels d'enregistrement applicables mais qui ne justifie pas le passage de la demande d'enregistrement en procédure d'autorisation (voir partie 6.3 du présent rapport).

6.2 – Compatibilité avec la procédure d'enregistrement

6.2-1 – Examen de la conformité du projet avec l'arrêté de prescriptions générales

L'exploitant a justifié que son projet respecte l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) à l'exception de son article 11 alinéa 1.2 pour lequel il a sollicité un aménagement tel que décrit ci-après.

6.2-2 – Compatibilité avec l'affectation des sols

Le pétitionnaire a produit un certificat d'urbanisme. Le projet est compatible avec les documents d'urbanisme opposables au tiers.

6.2-3 – Compatibilité avec certains plans et programmes

Le projet relève des plans et programmes suivants : SDAGE Loire et Bretagne, SAGE Logne, Boulogne, Ognon et Grand-Lieu, Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) de Loire-Atlantique.

Le dossier de demande comprend une justification de la conformité à ces plans.

Concernant la conformité aux SDAGE et SAGE, le pétitionnaire indique que le site l'ensemble des effluents générés par le site (eaux sanitaire et de nettoyage et eaux pluviales) seront raccordés aux réseaux publics et qu'il n'y aura aucun rejet direct au milieu naturel. La consommation annuelle

globale eu eaux (du réseau) est estimée à 858 m³. Il n'y a aucune zone humide sur le terrain du projet et l'utilisation de pesticide sur le site sera réduite au strict nécessaire.

Concernant la conformité au PDEDMA, le pétitionnaire indique que le site pratiquera le tri sélectif à la source et visera à optimiser les quantités de déchets produites par ses activités. La quantité annuelle produite est estimée à 843,5 t dont 630 t de fruits impropres à la vente.

6.2-4 – Analyse des avis et observations émis lors de la consultation

Le projet n'a reçu aucun avis défavorable.

6.3 – Aménagement sollicité par l'exploitant

L'exploitant sollicite l'aménagement des prescriptions de l'article 11.1.2 de l'arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220. Cet article prescrit comme mesures constructives pour les locaux à risque d'incendie :

- que les murs extérieurs soient en matériaux Bs3d0² (pour les locaux frigorifiques tels que les chambres de mûrissage de FRUIDOR) ;
- qu'ils soient isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres maintenue libre ou par des parois, plafonds et planchers qui soient tous REI120³ ;
- que toute communication avec un autre local se fasse par une porte EI2 120 C (porte à 2 vantaux munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique).

L'exploitant demande les aménagements suivants :

- que les murs extérieurs des chambres de mûrissage (locaux à risque d'incendie) soient en matériaux Bs2d0. L'exploitant indique que les panneaux en laine de roche de classe Bs3d0 se comportent comme une éponge qui absorbe l'eau en pied de cloison lors des lavages quotidiens et que cela favorise la prolifération bactérienne incompatible avec une activité agro-alimentaire. Ce n'est pas le cas des panneaux Bs2d0 qui sont hydrophobes et étanches et qui génèrent moins de fumées en cas d'incendie que les panneaux Bs3d0.
- que les chambres de mûrissage soient isolées de la zone d'activité par des portes en panneaux isothermes de classe Bs3d0. Le pétitionnaire indique qu'il est techniquement et économiquement difficile de mettre en place des murs REI120 et portes EI2 120 C pour séparer les chambres de mûrissage de la zone d'activité (19 ouvertures nécessaires pour accéder aux chambres, portes EI2 120 C de forte emprise en position ouverte ne permettant pas de maintenir la porte voisine en position ouverte, coût important des murs REI120 et portes EI2 120 C).

Il convient de noter que les chambres de mûrissage seront bien isolées des bureaux et de la partie consommables (cartons, papiers, film plastique : 490 m³ maximum – stockage non classé au titre de la législation des ICPE) par des murs REI120.

Le premier point susvisé ne nécessite pas de justification supplémentaire dans la mesure où des parois Bs2d0 sont plus performantes que des parois Bs3d0 vis à vis de l'émission de fumées en cas d'incendie. Concernant le deuxième point, l'exploitant a réalisé une modélisation des flux thermiques en cas d'incendie dans la configuration envisagée. Les conclusions de cette étude sont que, même en prenant en compte des hypothèses très majorantes (bananes assimilées à du carton et sans prise en compte de l'eau contenue dans les fruits), aucun flux thermique ne sortirait des limites de propriété en cas d'incendie d'une des 2 rangées de chambres. Le seuil de 8kW/m² n'étant pas atteint en dehors de la surface en feu, un effet domino peut être exclu. Un éventuel

2 B : euroclasse de réaction au feu (décroissant de A1 à F) – s3 : production de fumées (croissant de s1 à s3) – d0 : production de gouttelettes enflammées (croissant de d0 à d2)

3 Résistance au feu – R= capacité portante, E=étanchéité au feu, I=isolation thermique, 120 = durée en minutes.

incendie d'une des 2 rangées de chambres de mûrissage n'aurait donc pas d'impact sur les autres installations et stockages du site (voir modélisation des flux thermiques en annexe 2).

Compte-tenu de la demande d'aménagements sollicitée, l'exploitant propose les mesures compensatoires suivantes :

- mise en place d'une détection automatique d'incendie avec report de l'alarme à une société de gardiennage, aux personnels d'astreintes ou à la Direction du site ;
- mise en place d'un désenfumage dans les combles du bâtiment par des exutoires à déclenchement automatique et manuel.

L'inspection des installations classées estime que, dans la mesure où l'exploitant a identifié dans son dossier de demande d'enregistrement les chambres de mûrissage comme des locaux à risque au titre de l'article 8 de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé⁴, la mise en place d'une détection automatique est rendue obligatoire par l'article 19 de ce même arrêté et ne constitue pas une mesure compensatoire. Seule la mise en place d'exutoires de fumées conformes à l'article 13.1 de cet arrêté peut être considérée comme une mesure compensatoire dans la mesure où cet article exclut les locaux frigorifiques de cette obligation. Néanmoins, compte-tenu des résultats de la modélisation des flux thermiques en cas d'incendie, l'inspection des installations classées estime que les aménagements sollicités par l'exploitant ne justifient pas au regard des prescriptions de l'article L 512-7-2 du Code de l'Environnement le basculement en procédure d'autorisation.

L'inspection des installations classées a sollicité l'avis du SDIS sur la demande d'aménagement susvisée. Par courrier du 10 avril 2017, ce service a indiqué que les dispositions constructives proposées par FRUIDOR sont considérées comme satisfaisantes dans la mesure où la modélisation des flux thermiques démontre que les effets d'un incendie seraient contenus dans la partie du bâtiment où se trouve les chambres de mûrissage ainsi que la zone d'activité et d'expédition sans possibilité d'incendie généralisé à l'ensemble du bâtiment.

6.4 – Propositions d'aménagement de prescriptions et de prescriptions complémentaires de l'inspection des installations classées

Après analyse du dossier, l'inspection des installations classées propose l'aménagement des prescriptions suivants (ces aménagements de prescriptions sont en gras lorsqu'elles diffèrent de celles de l'arrêté du 14 décembre 2013) :

« En lieu et place des dispositions de l'article 11 alinéa 1.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :

Dispositions constructives.

Les locaux à risque incendie (**chambres de mûrissage et stockage des consommables**) présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

Chambres de mûrissage :

- ensemble de la structure a minima R 15 ;
- les murs extérieurs sont construits en matériaux **B s2 d0** ;
- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice Broof (t3) ;
- elles sont isolées **du stockage de consommables et des bureaux par des murs REI120** ;
- toute communication avec un autre local se fait par **des portes en panneaux isothermes de classe B s3 d0**.

stockage des consommables :

- ensemble de la structure a minima R 15 ;

4 Le classement « à risque » des chambres de mûrissage et du stock de consommables est indiqué en p 93 du dossier de demande. Un « Plan des zones à risque » est annexé au dossier de demande

- les murs extérieurs sont construits en matériaux A s1 d0 ;
- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice Broof (t3) ;
- ils sont isolés des autres locaux par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI 120 ;
- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique. »

Par ailleurs, compte-tenu des aménagements susvisés, l'inspection des installations classées propose les prescriptions complémentaires suivantes :

« Les locaux à risque d'incendie (chambres de mûrissage et stockage des consommables) visés au chapitre 2.1 respectent les prescriptions des articles suivants de l'arrêté du 14 décembre 2013 susvisé :

- art. 4 (plan de localisation des risques et des stockages avec description des dangers pour chaque stockage, justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu);
- art 13.1 (dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur) ;
- art 19 (détection incendie) ;
- art 22 (interdiction d'apporter du feu sauf permis). »

Seul le point 2 ci-dessus constitue un renforcement de prescriptions, les autres points étant simplement rappelés du fait du classement en locaux à risque des chambres de mûrissage et du stock de consommables.

7 – CONCLUSION

La société FRUIDOR a déposé une demande d'enregistrement pour la création d'une unité de mûrisserie de bananes sur la commune de Rezé.


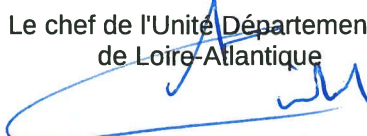
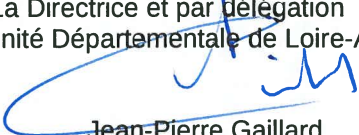
La demande a été instruite conformément aux dispositions des articles R.512-46-8 à R.512-46-17.

L'instruction a permis de déterminer que le projet répond à la réglementation applicable.

Le contexte nécessite l'adaptation des prescriptions applicables, à savoir celles de l'article 11 alinéa 1.2 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013.

La modification des prescriptions générales telle que décrite ci-dessus nécessite préalablement l'avis du CODERST conformément à l'article R.512-46-17.

L'Inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de soumettre, après consultation du demandeur conformément à l'article R 512-46-17, le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement ci-joint à l'avis des membres du CODERST.

<p>REDACTION</p> <p>L'inspecteur de l'environnement</p>  <p>Alexandre DYL</p>	<p>VERIFICATION</p> <p>Le chef de l'Unité Départementale de Loire-Atlantique</p>  <p>Jean-Pierre Gaillard</p>
<p>VALIDE et TRANSMIS à Monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation Le chef de l'Unité Départementale de Loire-Atlantique</p>  <p>Jean-Pierre Gaillard</p>	

ANNEXE 1 : PLAN DES INSTALLATIONS



SNC-LAVALIN

DOSSIER D'ENREGISTREMENT
FRUDOR - Rezé
Version A – Novembre 2016

Les différentes zones projetées

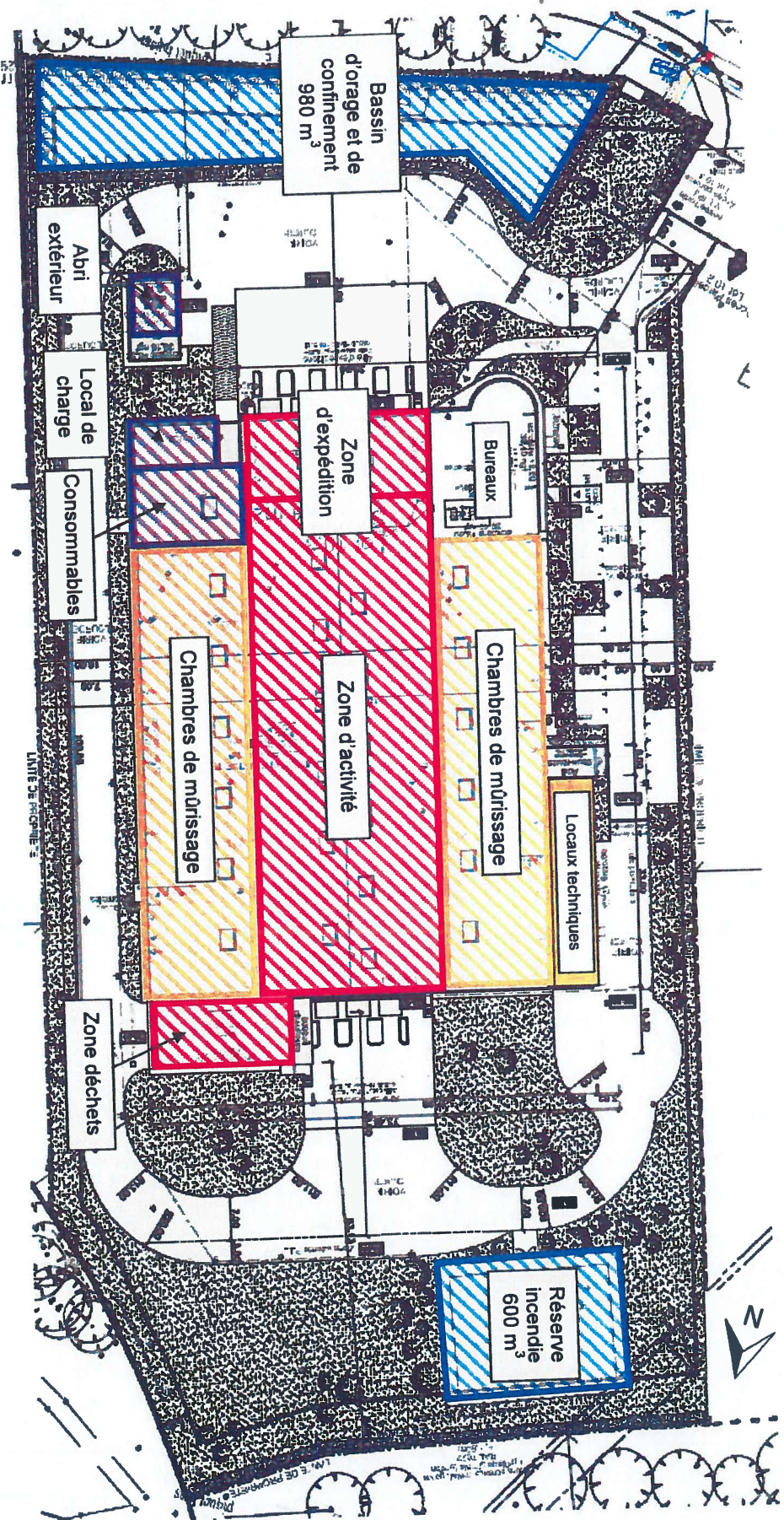


Figure 4 : Affectation des bâtiments

ANNEXE 2 : MODELISATION DES FLUX THERMIQUES EN CAS D'INCENDIE

Zones d'effet thermique - Rangée 1 « sans eau »

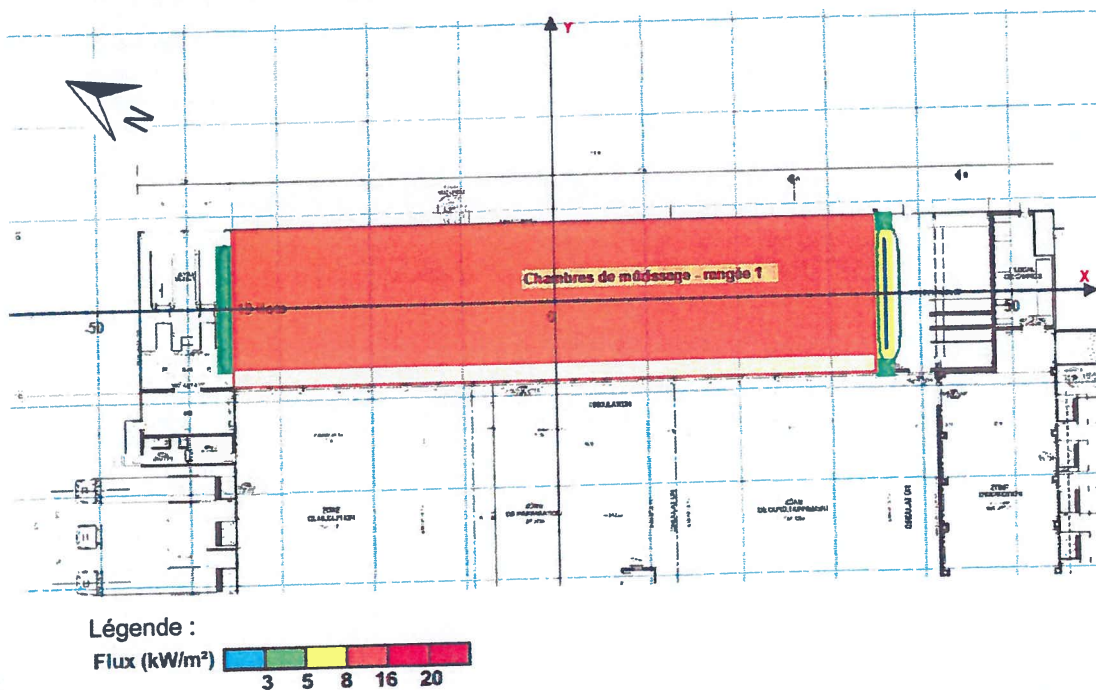


Figure 12 : Distances des zones d'effet thermique – rangée 1 « sans eau »

Zones d'effet thermique - Rangée 2 « sans eau »

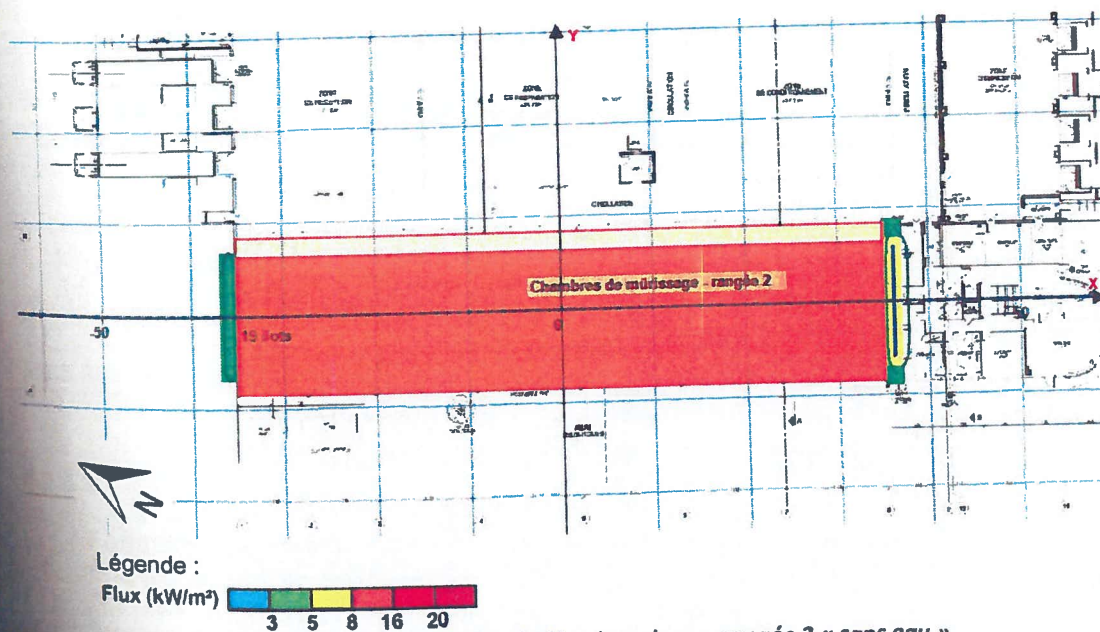


Figure 13 : Distances des zones d'effet thermique – rangée 2 « sans eau »

